CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R Ê T

n° 232.341 du 25 septembre 2015

A. 212.191/VIII-9193

En cause : **AIDI** Karim,
ayant élu domicile chez
Mes Jean BOURTEMBOURG et
Nathalie FORTEMPS, avocats,
rue de Suisse 24
1060 Bruxelles,

contre :

la ville de Bruxelles, représentée par
son collège des bourgmestre et échevins,
ayant élu domicile chez
Mes Jean-Paul LAGASSE et
Frédéric VAN DE GEJUCHTE, avocats,
place de Jamblinne de Meux 41
1030 Bruxelles.

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 11 avril 2014 par Karim AIDI qui demande l'annulation de :

" - la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins de la Ville de Bruxelles du 6 février 2014 portant une mesure de suspension préventive à son égard assortie d'une réduction de traitement fixée à 20 % du traitement mensuel brut ainsi que d'une privation des titres à l'avancement;

- la délibération du Conseil communal de la Ville de Bruxelles du 17 février 2014 confirmant la décision du Collège du 6 février 2014";

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de Marc OSWALD, auditeur au Conseil d'État, rédigé sur la base de l'article 12 du règlement général de procédure;

Vu la notification du rapport aux parties et les derniers mémoires;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2015 fixant l'affaire à l'audience publique du 24 septembre 2015;

Entendu, en son rapport, Frédéric GOSSELIN, conseiller d'État;

Entendu, en leurs observations, M^e^ Nathalie FORTEMPS, avocat, comparaissant pour la partie requérante, et M^e^ Frédéric VAN DE GEJUCHTE, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, Marc OSWALD, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les faits utiles à l'examen du recours ont été exposés dans l'arrêt n° 230.139 du 10 février 2015; qu'il y a lieu de s'y référer; qu'il suffit d'ajouter les éléments suivants:

1. L'arrêt n° 230.139, précité, rejette le recours en annulation que le requérant a introduit contre, d'une part, la décision du collège des bourgmestre et échevins de la partie adverse du 21 février 2013 de lui infliger une suspension préventive assortie d'une réduction de traitement de 20 % de son traitement mensuel brut et d'une privation des titres à l'avancement et, d'autre part, la délibération de son conseil communal du 4 mars 2013 confirmant ladite décision.

2. Le 21 mai 2013, il est convoqué à comparaître devant la partie adverse préalablement à l'adoption d'une prolongation de la mesure de suspension préventive infligée par la décision précitée du 21 février 2013.

3. Le 6 juin 2013, le collège des bourgmestre et échevins de la partie adverse entend le requérant, ainsi que son conseil, et décide de le suspendre préventivement pour une durée de quatre mois à dater du 21 juin 2013 dans l'attente du résultat de la procédure pénale.

Cette décision, qui est également assortie d'une réduction de traitement de 20 % de son traitement brut et d'une privation des titres à l'avancement, est confirmée par le conseil communal le 10 juin 2013.

Ces deux décisions constituent les actes attaqués dans l'affaire portant le numéro de rôle G/A 209.752/VIII-8791.

4. Le 18 septembre 2013, le requérant est convoqué à comparaître devant la partie adverse préalablement à l'adoption d'une prolongation de la mesure de suspension préventive infligée et confirmée par les deux décisions précitées.

5. Le 10 octobre 2013, le collège des bourgmestre et échevins de la partie adverse entend le requérant ainsi que son conseil et décide de le suspendre préventivement pour une durée de quatre mois à dater du 21 octobre 2013 dans l'attente du résultat de la procédure pénale.

Cette décision, qui est également assortie d'une réduction de traitement de 20 % de son traitement brut et d'une privation des titres à l'avancement, est confirmée par le conseil communal le 21 octobre 2013.

Ces deux décisions constituent les actes attaqués dans l'affaire portant le numéro de rôle G/A 211.102/VIII 9060.

6. Le 17 janvier 2014, le requérant est convoqué à comparaître devant la partie adverse préalablement à l'adoption d'une prolongation de la mesure de suspension préventive infligée et confirmée par les deux décisions précitées.

7. Le 6 février 2014, le collège des bourgmestre et échevins de la partie adverse entend le requérant ainsi que son conseil et décide de le suspendre préventivement pour une durée de quatre mois à dater du 21 février 2014 dans l'attente du résultat de la procédure pénale.

Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est également assortie d'une réduction de traitement de 20 % de son traitement brut et d'une privation des titres à l'avancement.

7. Le 17 février 2014, le conseil communal de la partie adverse confirme cette décision.

Il s'agit du second acte attaqué en l'espèce;

Considérant que le premier moyen est pris de "la violation de l'article 314 de la Nouvelle loi communale, du principe général de bonne administration et d'équitable procédure, de l'audition préalable et de l'excès de pouvoir"; que le requérant relève que le dossier ne comporte pas les pièces sur lesquelles la partie adverse a décidé, le 10 janvier 2013, d'envisager une procédure de suspension; qu'il estime que le principe audi alteram partem, qui suppose un accès à l'ensemble du dossier, a été violé, dès lors que ledit dossier était incomplet; qu'il dit ignorer les

motifs qui ont conduit la partie adverse à envisager d'entamer une nouvelle procédure de suspension préventive et surtout les éléments d'information que celle-ci a pu recueillir dans le dossier répressif et qui ont ainsi pu conforter sa décision de le suspendre préventivement; qu'il ajoute que le premier acte attaqué est muet quant aux éléments qui auraient été soumis au collège des bourgmestre et échevins lors de sa séance du 10 janvier 2013; qu'en réplique, il cite la délibération du 10 janvier 2013 et soutient que celle-ci ne précise pas quels éléments déterminants ont été soumis à la partie adverse et l'ont décidée à entamer une nouvelle procédure de suspension préventive; qu'il affirme que l'arrêt n° 221.907 du 21 décembre 2012 ne peut fonder la décision d'entamer une nouvelle procédure de suspension préventive; qu'il note que puisque la mesure attaquée est motivée par l'existence de poursuites pénales, la motivation contenue dans la requête fondée sur l'article 61ter du Code d'instruction criminelle aurait dû être portée à sa connaissance; que la circonstance que cette requête se bornait à solliciter l'accès au dossier répressif ne peut justifier, selon lui, que cette pièce ne figure pas au dossier administratif; qu'enfin, il expose qu'il doit exister une relation, fût-elle orale, de la consultation du dossier répressif et qu'il n'a pu y apporter la contradiction nécessaire, se référant ainsi à l'arrêt n° 208.480 du 27 octobre 2010; qu'il se réfère à ces développements dans son dernier mémoire;

Considérant que le requérant adresse des griefs à la délibération du 10 janvier 2013 dans la mesure où cette délibération n'indiquerait pas les raisons pour lesquelles le collège des bourgmestre et échevins pourrait décider de le suspendre préventivement; que les termes de cette délibération laissent entendre que ledit collège envisage une procédure de suspension à l'égard du requérant et charge le secrétaire communal de constituer un dossier administratif à cette fin et de convoquer notamment celui-ci à une audition préalable; que cette délibération doit s'analyser comme un acte préparatoire à la décision finale qui est de suspendre le requérant préventivement; que, dans ces conditions, ce dernier peut formuler des critiques à l'égard de cet acte préparatoire dès lors qu'il dirige son recours à titre principal contre la décision même de le suspendre préventivement; que, quant au caractère incomplet du dossier mis à la disposition du requérant en vue de son audition préalable, il y a lieu de constater que la requête de la partie adverse fondée sur l'article 61ter du Code d'instruction criminelle, tendant à lui permettre d'obtenir un accès au dossier répressif se limite à expliquer les raisons de cette démarche sans prendre attitude sur sa situation particulière; que cette requête n'apporte dès lors aucun élément de nature à éclairer celui-ci sur la décision d'entamer, en janvier 2013, une nouvelle procédure de suspension préventive à son égard; qu'il n'ignorait pas qu'il faisait l'objet de poursuites pénales et avait d'ailleurs pu consulter son dossier répressif en février 2012, au même moment que la partie adverse; qu'il ressort également des explications de cette dernière qu'aucun compte rendu de cette

consultation du dossier répressif n'a été réalisé et qu'il n'est donc pas possible de produire un document qui n'existe pas; qu'à cet égard, l'enseignement de l'arrêt n° 208.480 invoqué par le requérant ne peut être transposé en l'espèce; que, dans cette affaire, en effet, la décision attaquée (une mesure de suspension préventive) se fondait expressément sur la relation verbale de la consultation du dossier pénal et pouvait ainsi laisser penser que des éléments du dossier répressif avaient été pris en considération pour justifier la mise à l'écart de l'agent; que le seul élément pénal qui est ici mis en exergue est la circonstance que le requérant a fait l'objet d'une inculpation le 4 janvier 2012, ce qu'il ne pouvait ignorer; qu'en conséquence, il a bien disposé de toutes les informations nécessaires avant son audition du 21 février 2013; que le premier moyen n'est dès lors pas fondé;

Considérant que le deuxième moyen est pris "du défaut de motivation, de l'erreur manifeste d'appréciation, de la violation de l'article 310 de la Nouvelle loi communale, de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'excès de pouvoir"; que le requérant estime que son inculpation ne peut expliquer à elle seule l'existence de soupçons à ce point importants qu'une mesure de suspension préventive s'imposait; qu'il relève que les suspensions préventives antérieures précédant la démission d'office du 12 mars 2012 annulée par l'arrêt du 30 janvier 2014 étaient étrangères à son inculpation; qu'en réplique, il reproche à la partie adverse de ne pas préciser quels sont les soupçons qui pèsent sur lui et cite l'arrêt de suspension n° 221.907, précité, qui a considéré que son enrichissement personnel n'était pas avéré; qu'il répète également que son écartement du service dans l'intérêt de celui-ci n'est pas motivé adéquatement; qu'il ajoute que la partie adverse a nécessairement dû prendre connaissance de certains éléments du dossier répressif qui l'ont amenée à formuler des soupçons "dont on ignore la teneur" dès lors qu'ils ne sont pas explicités dans les actes attaqués; qu'il fait valoir que même si l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 janvier 2014 ne s'est prononcé que sur la légalité de la démission d'office, il s'imposait à la partie adverse d'en tenir compte en l'espèce; qu'il renvoie à ces développements dans son dernier mémoire;

Considérant que la décision attaquée, prise le 6 février 2014, contient la motivation suivante :

> "Considérant que la présente procédure se rapporte à une mesure de suspension préventive dont la nature est différente de celle d'une sanction disciplinaire; que dans le cadre d'une procédure de suspension préventive, il s'agit d'examiner la consistance des soupçons pesant sur un agent concernant la commission de certains faits et non d'en établir la matérialité; que les considérations du Conseil d'Etat dans son arrêt du 30 janvier 2014 s'inscrivaient, quant à elles, dans le cadre d'un recours dirigé contre la sanction disciplinaire de la démission d'office; que cet arrêt n'a du reste pas contredit le fait que des soupçons pesaient sur M. AÏDI;
> Considérant que c'est à mauvais escient que M. AÏDI soutient qu'il serait déraisonnable de fonder une suspension préventive sur son inculpation alors que celle-ci date du mois de février 2012 – en réalité 4 janvier 2012 – et qu'elle n'a à aucun moment conduit la ville à l'écarter préventivement de ses fonctions (...);

Considérant que l'inculpation dont M. AIDI a fait l'objet le 4 janvier 2012 à la suite de la plainte déposée par la Ville pour abus de biens sociaux, abus de confiance, détournement de fonds, vol en qualité d'auteur, co-auteur ou complice fait peser des soupçons non négligeables sur M. AIDI concernant la commission volontaire d'irrégularités dans la délivrance de cartes d'identité à des fins d'enrichissement personnel; qu'il existe également des soupçons quant au fait que M. AIDI serait, en raison d'actes qu'il aurait commis, responsable d'une partie du préjudice subi par la Ville;
Considérant que la gravité de la nature des faits en cause, et ce indépendamment de l'établissement de leur matérialité qui n'a pas lieu d'être dans le cadre de la présente procédure, justifie que M. AIDI soit écarté du service dans l'attente du résultat de la procédure pénale; qu'il est indispensable que les citoyens puissent avoir confiance dans les agents qui travaillent au sein de leur administration communale et ce, quelle que soit leur affectation; que la confiance de la Ville à l'égard de M. AIDI n'est plus intacte; que le fait de maintenir en service un agent qui fait l'objet d'une inculpation du chef d'abus de biens sociaux, abus de confiance, détournement de fonds, vol en qualité d'auteur, co-auteur ou complice est de nature à nuire à la confiance que le citoyen est en droit d'attendre de son administration communale et par conséquent à l'image de la Ville même si aucune condamnation pénale n'a été prononcée; que cette image serait sérieusement mise à mal s'il devait s'avérer qu'un agent reconnu coupable des faits pour lesquels il a été inculpé a été maintenu en service pendant toute la durée de la procédure pénale";

que, contrairement à ce qu'avance le requérant, une telle motivation permet de comprendre pourquoi l'écartement du service a été décidé; que la partie adverse peut, en effet, légalement déduire de l'inculpation le requérant à la suite de la plainte déposée pour abus de biens sociaux, abus de confiance, détournement de fonds, vol en qualité d'auteur, co-auteur ou complice, que pèsent sur l'intéressé des soupçons sérieux concernant la commission volontaire d'irrégularités dans la délivrance de cartes d'identité; qu'ainsi que le note la partie adverse, l'article 61bis du Code d'instruction criminelle prévoit que "le juge d'instruction procède à l'inculpation de toute personne contre laquelle existent des indices sérieux de culpabilité"; que même si la personne inculpée bénéficie toujours de la présomption d'innocence, cela n'empêche cependant pas l'autorité administrative d'apprécier dans quelle mesure cette inculpation peut avoir des répercussions sur le bon fonctionnement du service; qu'en l'espèce, vu la nature des faits en cause, la partie adverse a pu raisonnablement juger que le maintien en service de l'agent, serait de nature, d'une part, à nuire à la confiance que le citoyen est en droit d'attendre de son administration communale et, d'autre part, à affecter son image; qu'en outre, dans le cadre d'une suspension préventive, il ne peut être question de décider de l'éventuelle responsabilité pénale ou disciplinaire de l'agent et de se prononcer sur la matérialité des faits reprochés; qu'il importe avant toute chose d'apprécier si la présence de l'agent reste ou pas compatible avec l'intérêt du service; qu'enfin, comme l'explique la partie adverse, si l'inculpation du requérant n'a justifié auparavant aucune suspension préventive, c'est parce qu'au moment de l'inculpation (le 4 janvier 2012), il était déjà sous le coup d'une mesure de suspension et qu'avant son arrivée à échéance, la sanction de la démission d'office lui avait été infligée le 12 mars 2012; que le deuxième moyen n'est dès lors pas fondé;

Considérant que le troisième moyen est pris "du défaut de motivation, de l'erreur manifeste d'appréciation, de la violation de l'article 313 de la Nouvelle loi communale, du principe de proportionnalité, de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'excès de pouvoir"; que le requérant fait valoir que son état de fortune ne peut être un argument légalement admissible pour réduire son traitement en cas de suspension préventive mais uniquement un argument pour ne pas réduire le traitement si par ailleurs d'autres motifs justifieraient une réduction de traitement dès lors que l'agent se trouverait in concreto dans une situation précaire; qu'il affirme que la partie adverse devait avoir égard à sa situation actuelle et non à celle qui était la sienne lors des suspensions antérieures et devait également tenir compte des dépenses futures dans le cadre de la procédure pénale; qu'il soutient que la réduction de son traitement est disproportionnée et expose qu'affirmer que le maintien du traitement pourrait s'avérer démotivant à l'égard des autres membres du personnel constitue une pure clause de style; qu'en réplique, le requérant communique des données chiffrées dont il apparaît qu'il a des charges mensuelles équivalant à peu près à la moitié de son traitement diminué; qu'il explique qu'il ne dispose plus des moyens nécessaires pour faire face à un imprévu et relève que les seuls frais qu'il ne devra plus exposer sont les frais de déplacement; qu'il prétend qu'il ne dispose plus des moyens financiers adéquats pour assurer sa défense; que, dans son dernier mémoire, il limite ses dernières observations "au quatrième moyen " [lire: troisième moyen] en soulignant qu'il a déjà été écarté et qu'il a déjà fait l'objet d'une privation partielle et ensuite totale de son traitement pour une longue période; qu'il ajoute qu'il ne peut être admis qu'un agent soit contraint de justifier qu'il connaît de graves difficultés financières pour éviter une réduction de traitement dès lors que le principe est que la suspension préventive n'est pas accompagnée d'une telle réduction; qu'il considère que la partie adverse n'a pas eu égard aux éléments développés lors de son audition, notamment une charge nouvelle de 987,04 euros à titre d'impôt, et qu'il est inexact de mentionner que ses charges mensuelles équivaudraient à la moitié de son traitement; qu'il ajoute les frais et honoraires d'avocats dans le cadre de la procédure pénale sont susceptibles d'engendrer d'importantes charges;

Considérant que la partie adverse motive comme suit sa décision de retenir 20 % du traitement brut du requérant :

" Considérant qu'en vertu de l'article 313 de la nouvelle loi communale, la mesure de suspension préventive peut être assortie d'une retenue de traitement de maximum 50 % et d'une privation des titres à l'avancement;

[…]

Considérant que dans l'appréciation de la retenue de traitement, il convient d'avoir égard à la circonstance que, par le fait de la suspension préventive, M. AIDI ne devra plus accomplir aucune prestation pour le compte de la Ville et

qu'il ne devra plus exposer de frais de déplacement pour se rendre à son travail; que, d'autre part, et compte tenu des soupçons pesant sur M. AIDI quant à la commission de faits dont l'importance est loin d'être négligeable, la perception par celui-ci de l'intégralité de son traitement pourrait avoir un caractère démotivant à l'égard des autres membres du personnel de la Ville; que s'agissant de l'importance de cette retenue, il est nécessaire que celle-ci revête un caractère significatif pour écarter le risque de démotivation évoquée ci-avant tout en n'exposant pas M. AÏDI à des difficultés financières; que le traitement mensuel dont bénéficie M. AÏDI, compte tenu de la retenue de 20 % appliquée sur le montant brut s'élève à 1.362 EUR; que l'examen des pièces jointes à la note de défense ne fait pas apparaître que M. AÏDI aurait été placé dans une situation financière difficile à la suite des mesures de suspension préventive antérieures et que tel sera le cas si une retenue de traitement lui était appliquée; que les pièces produites ne permettent pas d'établir que les charges fixes mensuelles de M. AÏDI s'élèveraient, hors charges courantes, à 880 euros; que l'examen des pièces fait apparaître que le montant de ces charges ne dépasse pas 700 euros; que les relevés repris en pièces 1, 2, 6 et 7 n'établissent pas que les dépenses effectuées par M. AÏDI seraient liées aux charges fixes mensuelles; qu'il s'ensuit que M. AÏDI dispose d'un solde disponible d'au moins 600 euros par mois pour faire face à ses charges courantes; qu'aucune des pièces produites ne démontre dès lors que M. AÏDI ne serait pas en mesure de faire face à ses charges alors qu'il subit une réduction de son traitement depuis le 21 février 2013; que les dépenses que M. AÏDI devrait exposer pour assurer sa défense dans le cadre des poursuites pénales dont il fait l'objet ne sont pas documentées; que M. AÏDI ne précise pas davantage si, à l'heure actuelle, il devrait assumer le paiement de frais et honoraires d'avocats; que s'agissant de la dette d'impôt de 987,04 euros, M. AÏDI peut solliciter des délais de paiement auprès du bureau des recettes de Bruxelles 2; qu'il n'est donc pas contraint de s'acquitter en une seul fois de l'intégralité du montant de 987,04 euros;

Considérant qu'au vu de ces éléments, la retenue de traitement peut être fixée à 20 % sachant que ce pourcentage s'applique sur la rémunération brute et non sur la rémunération nette";

que lorsqu'elle assortit une mesure de suspension préventive d'une retenue partielle sur traitement, l'autorité administrative est tenue de justifier ce choix et de tenir compte des arguments avancés par son agent; que n'étant pas une juridiction, l'autorité n'est cependant pas tenue de répondre à tous les arguments invoqués devant elle; que la décision prise doit seulement attester que la défense de l'agent a bien été prise en considération; qu'en l'espèce, la partie adverse motive sa décision de retenir une partie du traitement du requérant par la circonstance que ce dernier ne devra plus exposer de frais de déplacement pour se rendre à son travail et que le personnel pourrait être démotivé s'il continuait de percevoir l'intégralité de son salaire, eu égard à la gravité des faits qui lui sont reprochés; que de tels motifs ne sont pas déraisonnables, ni entachés d'erreur manifeste d'appréciation; qu'ils ne constituent pas non plus de simples clauses de style mais sont pertinents et en relation directe avec le cas d'espèce; que, quant à l'ampleur de la retenue du traitement, l'autorité qui a procédé à l'examen des pièces produites par le requérant, considère, sans se méprendre sur la portée des dispositions et principes visés au moyen, ni commettre d'erreur manifeste d'appréciation, qu'en dépit des suspensions successives avec retenue de traitement prononcées à son encontre, le dossier ne révélait pas de difficultés financières particulières dans son chef; que la partie adverse a dès lors pu

estimer à bon droit qu'une nouvelle retenue de traitement pouvait être envisagée; qu'enfin, comme le souligne la partie adverse, le requérant ne communique aucune estimation, même approximative, des moyens financiers dont il devrait disposer pour assumer sa défense en justice, et qui pourrait justifier que son traitement ne soit pas réduit; que, dans ces circonstances, le troisième moyen n'est pas fondé;

Considérant que la partie adverse réclame une indemnité de procédure de 700 euros; qu'il y a lieu de faire droit à cette demande,

D É C I D E :

Article 1er.

La requête est rejetée.

Article 2.

Une indemnité de procédure, liquidée à la somme de 700 euros, est accordée à la partie adverse, à charge de la partie requérante.

Les autres dépens, liquidés à la somme de 200 euros, sont également mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VIIIe chambre, le vingt-cinq septembre deux mille quinze par :

Frédéric GOSSELIN,	conseiller d'État, président f.f.,
Béatrice DRAPIER,	greffier.

Le Greffier, Le Président f.f.,

B. DRAPIER. Fr. GOSSELIN.